

## BABA MERZOUG ET LA CRISE DE L'EURO

# Cruelle Méditerranée

**Bruxelles tient beaucoup de Baba Merzoug. Les deux contemplent, impuissants, l'usure du temps en attendant des jours meilleurs. Baba Merzoug, le retour vers Alger et Bruxelles la sortie de la crise de l'euro.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Du généreux et plein d'espoir Processus de Barcelone qui a enfanté les accords d'association entre les deux rives de la Méditerranée Nord, alors, repue, arrogante et sourde aux doléances de sa voisine du Sud, en retard de plusieurs révolutions industrielle, démocratique, technologique, et courant, désespérément, à la recherche du temps perdu, il ne reste plus rien. Ou presque rien.

L'Europe du Nord, toujours elle, sans consulter les galeux, les malfrats du Sud change unilatéralement la donne. Elle invente, coup sur coup, deux nouveaux mécanismes. La nouvelle politique de voisinage et l'Union pour la Méditerranée.

Cette dernière très vite rattrapée par un ajout allemand qui impose le mot composé UPM — de Barcelone. Berlin, à qui on peut tout reprocher sauf jouer avec les trai-

tés, a voulu rester dans l'esprit, au moins de la capitale catalane. Pourtant, les événements viendront tout emporter en mer d'Ulysse, de Guerrouabi, d'Al Capone, d'El Anka, d'Ibn Batouta, d'Ibn Khaldoun, de Rome, de Bysance et des Andalous, le printemps dit arabe qui vire à l'hiver fondamentaliste, salafiste en Egypte, pharisien, pernicieux nahdhiste en Tunisie, brumeux, sans doute désagréable à vivre en Egypte et au Yémen, a redistribué les cartes, et la houle s'annonce.

Les dictateurs stabilisateurs de l'ordre nordique, Mubarak, Ben Ali, Gueddafi partis, Bruxelles ne sait pas, vraiment, opérer en pays mauresque. Comment transformer le radicalisme intégriste en mouvement musulman modéré d'inspiration à l'image de la Turquie.

Ah la belle rigolade de l'islamisme modéré de l'AKP ? Comme si Erdogan, sans le legs kemalien, l'histoire républicaine d'Ankara et le rôle de garant de la laïcité joué par l'armée, ne céderait pas à sa base pour davantage de charia, davanta-



Photo : DR

ge de foulards et davantage d'entorses aux lois civiles. Les soucis de l'Union européenne sont, pour le moment, autres.

Au moment où s'effondrent les dynasties dictatoriales dans la rive Sud, tombaient, aussi, des Etats européens, membres de droit de l'Union européenne et, pour certains, de la zone euro. Grèce, Irlande, Portugal, Espagne. Demain peut-être d'autres. Sans doute d'autres. Et l'Italie, la 3<sup>e</sup> puissance économique de l'Union qui balance dans le tiers-monde. Ne reste dans

l'oued, comme dirait l'Algérien que ses galets, et ne reste en Europe que quelques-uns, accrochés aux basques de l'Allemagne, arrimés à Berlin. Bruxelles évoque, déjà, en murmurant un nouveau gadget, une nouvelle trouvaille : la politique nouvelle de voisinage réformée. Ce n'est pas encore officiellement mis en orbite médiatique, mais, selon toute vraisemblance, l'UE s'organise pour lancer cette marque sur le marché.

Qu'importe ! Dès lors que Bruxelles dorénavant vit assignée

de toutes parts. Par les cancren en son sein, les fraudeurs grecs, les fainéants portugais, les tricheurs espagnols, les ingérables italiens — tous désargentés. Pour les nouveaux émergents du Sud, qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Pourquoi tardent-ils à organiser la transition ? Quelle transition ? D'où à où ?

Processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée, Politique de voisinage ou de voisinage réformée, les deux rives de la Méditerranée ne forment, dorénavant, qu'une seule entité. En crise (le Nord) et en mouvement indéfini (le Sud). Ils se ressemblent de plus en plus. Baba Merzoug, canon patriarche, douze tonnes de feu, tenait, à partir d'Alger, tous les ennemis en respect. De Brest où il a été délocalisé par la coloniale, il contemple, actuellement, le spectacle en Méditerranée. L'Algérie, dit-on, fait de son retour à l'amirauté d'Alger, une question d'honneur. Une affaire d'Etat. C'est une autre histoire. Baba Merzoug ressemble beaucoup à Bruxelles. Les deux contemplent l'usure du temps en attendant des jours meilleurs. Baba Merzoug, le retour vers Alger et Bruxelles la sortie de la crise de l'euro.

A. M.

## Medvedev entérine la formation de la nouvelle Douma malgré la contestation

Le président russe Dmitri Medvedev a annoncé hier avoir signé un décret entérinant la formation de la nouvelle Douma qui se réunira pour sa première séance le 21 décembre, en dépit des accusations de fraudes au cours des législatives sur lesquelles il a promis d'enquêter.

«La Douma doit commencer à travailler (...) J'ai signé aujourd'hui un décret sur sa première séance le 21 décembre», a déclaré M. Medvedev à sa résidence de Gorki, dans la banlieue de Moscou, en recevant les responsables des partis entrés au Parlement, dont le parti au pouvoir Russie unie, vainqueur avec plus de 49% des suffrages.

«Tout le monde, loin de là, n'est pas d'accord avec les résultats des élections, mais c'est toujours comme ça», a-t-il poursuivi. «Il y a des plaintes dans certains bureaux de vote. Les commissions électorales et les tribunaux doivent les examiner minutieusement. Si de vraies fraudes sont découvertes, ils doivent prendre des décisions justes. Il y a au total 117 plaintes», a-t-il ajouté. L'opposition, qui a mobilisé samedi des manifestations sans précédent dans le pays avec 50 000 à 80 000 personnes à Moscou, dénonce des fraudes massives et a exigé l'annulation du scrutin. Une nouvelle manifestation est prévue le 24 décembre, l'opposition prévoyant de réunir au moins 50 000 personnes.

La mission d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) avait déclaré à l'issue des législatives avoir relevé de «sérieuses indications de bourrage des urnes».

## Le drapeau palestinien hissé sur une agence de l'ONU

**Le drapeau palestinien a été hissé pour la première fois hier midi au siège d'une organisation de l'ONU, l'Unesco à Paris, en présence du président Mahmoud Abbas qui y a vu une «première reconnaissance de la Palestine».**

Le drapeau palestinien a été hissé pour la première fois hier midi au siège d'une organisation de l'ONU, l'Unesco à Paris, en présence du président Mahmoud Abbas qui y a vu une «première reconnaissance de la Palestine».

Sous une pluie battante, le drapeau composé d'un triangle rouge prolongé par trois bandes horizontales noire, blanche et verte, a été hissé devant le siège de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, pendant que l'hymne palestinien était diffusé à l'intérieur de l'enceinte sous les applaudissements des nombreux délégués présents.

«Cette adhésion est une première reconnaissance de la Palestine. C'est émouvant de voir notre drapeau hissé aujourd'hui dans une enceinte de l'ONU», s'est félicité Mahmoud Abbas dans son discours.

«Je souhaite que ceci soit de bon augure pour une admission de la Palestine dans d'autres organisations internationales», a-t-il ajouté,

alors que la candidature palestinienne présentée à l'ONU à New York est dans l'impasse au Conseil de sécurité. Lors d'une conférence de presse ensuite, M. Abbas a affirmé vouloir poursuivre les démarches au Conseil de sécurité, où les Palestiniens n'ont pour l'instant pas les 9 voix sur 15 nécessaires. S'ils les obtenaient, les Etats-Unis ont prévenu qu'ils utiliseraient leur veto pour empêcher que leur soit octroyé le statut de membre à part entière des Nations unies.

«Nous n'avons pas encore demandé de vote mais cela peut intervenir d'un moment à l'autre. Si nous n'avons pas de majorité, nous répéterons cette demande encore et encore», a déclaré M. Abbas.

M. Abbas devait en discuter fin d'après-midi à Paris avec le président français Nicolas Sarkozy qui plaide pour un vote à l'assemblée générale de l'ONU, où les Palestiniens sont assurés d'obtenir une large majorité. Mais cela ne leur apporterait qu'un statut amélioré de

«pays non membre observateur» à comparer avec leur statut actuel d'«entité observatrice».

Le 31 octobre, les Palestiniens avaient enregistré une première victoire diplomatique sur la voie de la reconnaissance de leur Etat, en devenant le 195<sup>e</sup> membre de l'Unesco, à la suite d'un vote écrasant de la conférence générale, où seuls 14 Etats s'y étaient opposés.

Cette adhésion va leur permettre de déposer des demandes de reconnaissance d'une vingtaine de sites archéologiques et religieux au Patrimoine mondial de l'humanité.

Les Palestiniens veulent que l'église de la Nativité à Bethléem soit le premier site inscrit «au nom de la Palestine», dès 2012. Ils souhaitent présenter aussi rapidement l'inscription du caveau du prophète Abraham à Hébron, un lieu saint à la fois pour les juifs et pour les musulmans. Le vote de la fin octobre avait provoqué la colère des Américains pour qui l'adhésion pleine et entière des Palestiniens à des organisations internationales ne peut se faire qu'après un accord de paix avec Israël. Les Etats-Unis avaient aussitôt suspendu leur financement de l'Unesco. Deux lois interdisent en

effet à la Maison Blanche de financer une agence des Nations unies qui accepte les Palestiniens comme Etat.

La décision américaine prive l'Unesco de 22% de son budget, soit un trou de 65 millions de dollars dès 2011, puis de 143 millions de dollars sur les années 2012-2013, contraignant la directrice générale de l'Unesco Irina Bokova à annoncer un plan drastique d'économies.

De son côté, Israël avait pris de fortes mesures de rétorsion en décidant d'accélérer la colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée et en gelant le transfert de fonds aux autorités de Ramallah.

Finalement, sous la pression internationale, Israël a levé un mois après le gel de ces fonds, des taxes douanières et de la TVA, qui représentent deux tiers des recettes budgétaires propres de l'Autorité palestinienne. M. Abbas est resté flou sur un dépôt prochain de candidatures dans d'autres organisations internationales.

«Nous avons l'intention de nous adresser à toutes les organisations internationales. Il y en a 16, mais nous allons choisir le bon moment pour le faire», a-t-il dit.

## Visite surprise du chef du Pentagone en Afghanistan

**Le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, est arrivé mardi à Kaboul pour réaffirmer l'engagement américain en Afghanistan, d'où les soldats américains ont entamé leur retrait et où la sécurité est transférée progressivement aux forces afghanes, a constaté un journaliste de l'AFP.**

Au cours de ce séjour surprise de deux jours, le deuxième depuis sa prise de fonction en juillet, le chef du Pentagone doit notamment rencontrer le président afghan Hamid Karzaï et son ministre de la Défense Abdul Rahim Wardak. «Je pense que 2011 aura marqué une étape importante pour nos efforts en Afghanistan. Les troupes ont

réussi à réduire le niveau de la violence, elles ont réussi à sécuriser certaines zones-clés d'Afghanistan» tandis que l'armée et la police afghanes montent en puissance, a-t-il expliqué aux journalistes dans l'avion l'emmenant à Kaboul.

Un rapport du Pentagone estimait en octobre qu'en 2011, la vio-

lence en Afghanistan avait baissé par rapport à l'année précédente, et ce pour la première fois ces cinq dernières années. L'ONU estime en revanche que les violences dues au conflit ont augmenté de 40% en 2011 et des experts ont récemment estimé que la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf), menée par les Etats-Unis, avait tendance à exagérer le succès de ses opérations contre les talibans.

Les Etats-Unis ont entamé le retrait, qui doit s'achever fin décembre, d'un premier contingent de 10 000 de leurs 100 000 soldats,

tandis que 23 000 militaires américains supplémentaires devront avoir quitté le pays à la fin septembre 2012.

Washington et l'Otan avaient annoncé en début d'année que toutes leurs troupes de combat devraient avoir quitté l'Afghanistan fin 2014.

Ce premier contingent de 33 000 hommes correspond aux renforts envoyés par le président Barack Obama, aujourd'hui confronté à une difficile campagne pour sa réélection, lors de son arrivée au pouvoir en 2009.